

Le FN est notre ennemi !

Le FN veut faire croire qu'il est devenu un parti "comme un autre" et qu'il aurait rompu avec ses "excès" – Pour Solidaires, le FN reste un parti profondément antirépublicain, xénophobe, sexiste et raciste – S'il prospère actuellement en s'appuyant sur des discours aux accents "sociaux", il est clair qu'il ne s'agit là que d'une façade pour lui donner plus de poids électoralement – C'est un piège dans lequel les salarié-e-s ne doivent pas tomber.

La préférence nationale

La base de la politique du FN, c'est la préférence nationale, qui exprime la volonté politique de réserver des avantages (généralement financiers) ainsi que la priorité à l'emploi aux détenteurs/trices de la nationalité française ou à refuser les aides sociales à des personnes qui ne l'auraient pas. Cette idée nauséabonde et profondément opposée aux valeurs que nous portons et défendons est l'expression d'une haine, d'un rejet de l'autre qui font porter sur les étrangers et les étrangères tous les maux de notre société. Elle est à la base de toutes les discriminations, notamment en raison de l'origine, pourtant interdites en France.

Capitalistes d'abord...

Si nous sommes les premiers à considérer que l'accélération des politiques libérales a généré une aggravation du chômage, un développement des inégalités sociales, de la précarité, de la pauvreté et de l'exclusion, nous refusons les « solutions » prônées par le FN pour en « sortir ». Face à l'Europe et à la mondialisation libérale, contraires aux intérêts des salarié-es et aux besoins sociaux fondamentaux, les réponses du FN ne visent qu'à protéger le capitalisme national sans s'attaquer au rapport capital/travail et à la financiarisation de l'économie.

Que le capitalisme soit d'ici ou d'ailleurs, peu importe : pour les salarié-es c'est bien l'exploitation qui est en cause, et provoque l'accaparement des richesses par une minorité. Et c'est bien l'union des salarié-es, quel que soit leur lieu de travail ou leur statut qu'il convient de rechercher. Les diviser, sous couvert de « préférence nationale » ne peut servir que ceux qui exploitent.



Manifestation antifasciste dimanche 16 avril - 14h

Pour clôturer cette campagne électorale nauséabonde et surréaliste, le Front National fait son meeting parisien le lundi 17 avril au Zénith. Le programme du FN n'est qu'une aggravation de ce que nous subissons déjà actuellement. Il ne s'agit que de restrictions des droits et libertés de chacun-e-s : Remise en cause des droits sociaux, des droits des travailleur-ses, des femmes, des immigré-e-s; Banalisation et amplification de l'état d'urgence, du racisme et de l'islamophobie.

Nous appelons donc chacun-e à se joindre à la manifestation du dimanche 16 avril, 14h, Aubervilliers 4 chemins

Des discours selon les saisons...

Peu clair, ou plutôt particulièrement changeant dans son discours selon les moments ou le public auquel il s'adresse, le FN peut ainsi dire tout et son contraire pour ratisser large.

Le FN affirme qu'il s'est "battu dès la première seconde contre la Loi El Khomri". Force est de constater qu'il a pourtant été largement silencieux durant le mouvement contre la "loi Travail". Bien au contraire, plusieurs amendements ont été déposés par les sénateurs FN Rachline et Ravier pour la suppression du compte pénibilité, le doublement des seuils sociaux ou encore la limitation du « monopole syndical ».

Si ces amendements ont été retirés à la demande de la direction du parti, ils montrent bien le double discours tenu.

Pareil sur l'État et ses fonctionnaires : hier encore, il les conspuait (et voulait réduire les missions de l'État aux seuls services régaliens), aujourd'hui il les flatte en leur disant qu'ils sont indispensables...

Personne n'a pu oublier les gesticulations du Front national concernant « le droit au mariage pour tous et toutes », la moitié des dirigeants du parti descendaient dans la rue pour empêcher l'adoption de cette loi, tandis que l'autre moitié, sur les plateaux de télévision, tentait de rassurer les partisans de cette mesure en disant qu'ils n'y étaient pas opposés. Et c'est le même cirque sur le droit à l'avortement, sur lequel les propos se contredisent à chaque nouvelle interview selon qui répond aux journalistes !

Aux antipodes des intérêts des salarié-es...

En dehors de quelques mesures phares pour faire illusion, la posture sociale du FN consiste en une dénonciation réactionnaire du « système » (dont il profite bien !) et à substituer à

la lutte des classes une « identité nationale » fantasmée, comme si les salarié-es avaient les mêmes intérêts que leurs patrons ! **Il ne propose aucune remise en cause des intérêts patronaux, des rapports de domination et d'exploitation.** Le FN, comme ses sergents recruteurs Soral/Dieudonné, le nationaliste Dupont-Aignan ou les confusionnistes de l'UPR, ne dit rien sur les causes réelles des inégalités sociales, sur les logiques patronales, sur les conditions de travail, sur la répartition des richesses.

Le monde du travail est clairement devenu une cible privilégiée dans la stratégie du Front national pour accéder au pouvoir. Mais **derrière un discours démagogique de façade visant à présenter ce parti comme le seul défenseur des « petits » contre « les gros », le contenu concret de son programme, renvoie de fait au chacun pour soi.**

Aux antipodes d'une société solidaire et de transformation sociale, le projet du FN aboutit à aggraver la concurrence, à plus de dumping social et fiscal, à l'exacerbation des tensions xénophobes et nationalistes.

L'Union syndicale Solidaires, rappelle que le syndicalisme repose sur la défense et l'amélioration des droits individuels et collectifs dans une perspective de transformation sociale. Cette perspective et la défense de nos valeurs supposent la solidarité entre tou-te-s les salarié-es et le refus de toutes formes de racisme, de sexisme, d'homophobie.

La politique menée par le Front National est avant tout anti-sociale. Les accents « sociaux » de ses dirigeant-es ne sont qu'un écran de fumée. N'en soyons pas dupes. Rejeter l'autre, en se tournant vers le Front National n'est pas une solution. C'est tous et toutes ensemble, parce que solidaires et non divisé-es face au patronat que nous arriverons à gagner plus de droits.

